



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
**Service de la coordination
des politiques publiques**
Bureau des procédures environnementales

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société ENVIE 2 E Lorraine de satisfaire
aux prescriptions relatives au comportement du bâtiment abritant l'installation
D3E qu'elle exploite sur le territoire de la commune de TOUL et de mettre en
œuvre des mesures de prévention en attendant la mise en conformité**

N° 2022-0524

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le récépissé 2015-0423 du 29 juillet 2015 accusant réception à la société Envie 2 E Lorraine de sa déclaration du 17 juillet 2015 relative à la mise en service des installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, de déchets non dangereux non inertes et de traitement de déchets non dangereux à Toul ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/NW/338-2022 en date du 7 mars 2022, dont copie a été adressée à la société Envie 2E Lorraine, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 7 mars 2022 informant la société Envie 2E Lorraine, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations sur ce projet d'arrêté présentées par la société Envie 2E Lorraine, en date du 04 avril 2022 ;

Considérant que la tenue au feu de la structure de charpente du bâtiment abritant l'installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques – considérée comme nulle – n'est pas conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables notamment aux

installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que, dans l'attente de la mise en conformité de l'installation, il convient de prescrire les dispositions nécessaires pour prévenir les dangers découlant du non-respect des prescriptions relatives au comportement au feu du bâtiment D3E ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société Envie 2 E Lorraine, dont le siège est situé Pôle industriel Toul Europe – 2 rue Guy Pernin à Toul (54 200), autorisée à exploiter à la même adresse des installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, de déchets non dangereux non inertes et de traitement de déchets non dangereux, est mise en demeure de :

- justifier de la mise en conformité du comportement au feu du bâtiment abritant l'activité déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) en se conformant aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables notamment aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, **dans un délai maximal de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 2 : Mesures de prévention

L'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté prend toutes les mesures nécessaires pour prévenir les dangers liés à l'effondrement de la structure de la charpente du bâtiment D3E en cas d'incendie, **dès la notification du présent arrêté et les maintient jusqu'à la mise en conformité du comportement au feu du bâtiment D3E.**

La description de ces mesures sera transmise à l'autorité administrative **dans un délai maximal d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 3 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société Envie 2 E Lorraine

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de la commune de Toul
- Monsieur le directeur du Service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le **12 AVR. 2022**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général



Julien LE GOFF